

de Benoît XV. Certains prêtres africains tels que le Congolais Stefano Kaoze furent de brillants théologiens et intellectuels. Pour compléter le tableau de l'émergence d'Églises africaines, A. S. a consacré un important sous-chapitre à la formation des congrégations féminines. C'est l'occasion pour lui de montrer le rôle important joué par les Sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique dans l'évangélisation de l'Afrique.

L'A. a le mérite de ne négliger aucun aspect de l'activité missionnaire des Pères Blancs. Sa rédaction s'appuie sur une importante documentation archivistique de la Société missionnaire et une bibliographie abondante. Mais on peut regretter le survol de l'ensemble des questions traitées dans un style elliptique et forcément allusif. Comme tel, ce livre trouve son importance dans le souci que l'A. a eu de soulever autant de pistes de recherche que d'aspects abordés. Un autre problème est l'absence de cartes pour localiser clairement les différents vicariats apostoliques. La seule carte est celle de la couverture du livre qui donne une indication trop sommaire de la réalité de terrain. L'A. se contente simplement de parler du Haut Congo, de l'Unyanyembe, de Nyassa, Nyanza sud, Nyanza nord, en ne donnant pas toujours la dénomination actuelle renvoyant à ces espaces ainsi dénommés. Enfin, la traduction ne semble pas uniforme. Dans les trois premiers chapitres, on est frappé par le respect par le traducteur de l'esprit de la langue anglaise. À partir du chapitre 4, la traduction est mieux maîtrisée. Le lecteur a l'impression de lire à peu près véritablement une écriture française.

Magloire Somé

Université de Ouagadougou  
Burkina Faso

Sérgio Ribeiro PINTO. *Separação Religiosa como Modernidade. Decreto-lei de 20 de Abril de 1911 e modelos alternativos.* (Estudos de Historia, 9). Lisbonne, Universidade Catolica Portuguesa, 2011. 24 × 17 cm, 253 p. € 20. ISBN 978-972-8361-35-8.

S.R. P. a réussi à écrire un livre simultanément utile et original sur la séparation entre l'État et l'Église, un sujet contentieux, qui a déjà été beaucoup labouré. Son sujet est la séparation au Portugal, en 1911, mais l'affirmation de la richesse bibliographique sur la séparation est vraie non seulement par rapport à son aînée française mais aussi par rapport au sujet même de S.R. P. En effet, le centenaire de la séparation portugaise en 2011 a précipité la publication d'un ensemble de recherches sur cet événement majeur de la vie politique portugaise du siècle passé; parmi les plus importantes, il faudra enregistrer *Os Alevantes da Memória* (Les soulèvements de la mémoire), de David LUNA DE CARVALHO (1999, Lisbonne, Salamandra, à l'origine une thèse de doctorat sur les mouvements de base contre l'application de la loi de la séparation sous l'orientation de Maria

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

de Fátima Sá e Melo Ferreira, soutenue à l'Iscte – Institut Universitaire de Lisbonne); *A Guerra Religiosa na Primeira República: Crenças e Mitos num Tempo de Utopias* (La Guerre Religieuse sous la Première République: Croyances et Mythes dans un Temps d'Utopies), de Maria Lúcia DE BRITO MOURA (2004. Ed. Notícias. Lisbonne. 532 p; à l'origine, cette œuvre a aussi été une thèse de doctorat orientée par un grand spécialiste de la laïcité, Fernando Catroga, et soutenue à la Faculté de Lettres de l'Université de Coïmbra); João SEABRA, *O Estado e a Igreja em Portugal no Século XX – A Lei da Separação de 1911* (L'État et l'Église au Portugal au 20<sup>e</sup> s.: La loi de la séparation de 1911, Cascais, Principia, 2009, 407 p; à l'origine, une thèse de doctorat à Université Pontificale Urbanienne de Rome; la thèse a été publiée sous le titre *A Lei Portuguesa da Separação do Estado das Igrejas de 20 de Abril de 1911*); et, après la publication du livre de S.R. P.; *A Separação do Estado e da Igreja Concórdia e Conflito entre a Primeira República e o Catolicismo* (La séparation de l'État et de l'Église. Concorde et Conflit entre la Première République et le Catholicisme, de l'auteur du ci-devant compte rendu, préf. de José Vera Jardim; postface de Mgr. Manuel Clemente, Lisbonne, Leya, 2011, 719 p).

*Separação Religiosa como Modernidade* a commencé comme une thèse de «mestrado» avant Bologne (c.-à.-d., précédée de cinq années d'études universitaires, ayant une structure semblable au D. E. A. français), soutenue à la Faculté des Sciences Sociales et Humaines de l'Université Nouvelle de Lisbonne, sous l'orientation de M. António Reis, un éminent historien des idées qui a été le Grand Maître du Grand Orient Lusitanien, une obédience sœur du Grand Orient de France.

La spécificité de l'œuvre de S.R. P. est de placer l'étude de la séparation portugaise sous le signe de la modernité, valable aussi bien pour l'institution étatique que pour l'institution ecclésiastique. L'approche était inconnue de l'historiographie portugaise. Même pour ce qui est de la bibliographie sur la séparation française, cette perspective semble avoir été trop souvent négligée. S.R. P. se soucie des faits séparatistes dans la mesure où ils nous donnent la logique des deux acteurs. Au-delà de leurs conflits, il essaye toujours de cerner leur attelage commun à la tâche de la modernisation de l'organisation sociale.

Le premier chapitre de *Separação Religiosa como Modernidade* commence par un résumé raisonné de la législation de la République portugaise sur la religion; il analyse la notion juridique de séparation, résume sa Loi — qui en réalité était un décret du 20 avril 1911 du Gouvernement Provisoire et qui constitue l'annexe n° 1 —, décrit le régime du culte et sa fiscalisation par l'État, se penche avec attention sur «les corporations et entités chargées du culte», les associations culturelles, et le statut du clergé; la «logique de substitution» de l'État à l'Église dans le domaine symbolique est aussi commentée. Enfin, S.R. P. analyse les dispositions de la Constitution républicaine de 1911 sur la séparation. Le deuxième chapitre a comme titre *De l'intangibilité de la loi aux modèles alternatifs*. M. Afonso Costa, le mi-

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

nistre de la Justice du Gouvernement Provisoire et auteur de la loi, avait dit qu'elle était «intangible», un mot qui a suscité à l'époque beaucoup de controverses. D'où le titre de ce chapitre consacré au débat de la loi portugaise, pendant lequel Afonso Costa et ses suivants, partisans de la doctrine Combes, l'ont emporté sur les tenants du projet Aristide Briand, vainqueur en France. S.R. P. résume tout d'abord le débat sur l'action législative du Gouvernement Provisoire à l'égard des Églises; après, il étudie les conséquences de la séparation sur le statut légal de l'enseignement, les relations extérieures du Portugal, notamment les missions, et les pensions attribuées par le Gouvernement au clergé séculier. S.R. P. analyse alors avec soin le seul projet alternatif d'ensemble présenté à l'Assemblée Constituante, celui du député Eduardo Abreu; ce projet, qui essaye une synthèse de la loi de séparation française et de son homologue brésilienne, est publié dans l'annexe n° 2. S.R. P. étudie immédiatement après la proposition postérieure de M. Basílio Teles, un républicain historique; cette proposition est publiée dans l'annexe n° 3. Ce chapitre finit par l'examen du débat de la loi de la séparation entre 1912 et 1914, en particulier le débat parlementaire pendant lequel le prêtre et député Casimiro Rodrigues de Sá a proféré un discours long et brillant, presque oublié aujourd'hui, tentant de mettre d'accord l'orthodoxie catholique de l'époque et la doctrine républicaine de la séparation, tout en n'épargnant pas les critiques au décret de 1911; il est reproduit dans l'annexe n° 5. Ce fut «la discussion possible», commente S.R. P., pour souligner que le Parti Démocratique d'Afonso Costa n'a pas consenti au réaménagement de la Loi version Combes. Le troisième chapitre a pour titre *Vers la séparation sans décret* et a pour objet le dépassement politique et juridique du décret de 1911; cela a été fait par le «décret Moura Pinto», du nom du ministre de la Justice du Président Sidónio Pais qui l'a fait approuver en 1918; ce décret est publié dans l'annexe n° 4. S.R. P. décrit alors «le nouveau tableau d'affrontement» entre l'État et l'Église.

S.R. P. souligne la «radicalité de la révolution culturelle» de la Loi de la Séparation portugaise et soutient que le projet de M. Abreu n'est pas «conséquent» avec elle (p. 33, 84). Cette thèse semble dépendre d'une autre: la modernité exige un État actif et qui s'impose à l'Église. Car M. Abreu et les opposants de la version séparatiste Combes/Costa voulaient une séparation «à l'américaine», pacifique, où l'État ignorerait l'Église et où l'organisation sociale assurerait elle-même l'essentiel du travail de la séparation. Au Portugal ce choix a été vaincu mais il reste à prouver que sa défaite était inévitable ou qu'il était moins radical que le projet vainqueur. En effet, on pourrait dire qu'il s'agit du duel entre laïcisation (Combes/Costa) et sécularisation (Eduardo Abreu).

S.R. P. a écrit non seulement une histoire des idées séparatistes au Portugal mais aussi une stimulante œuvre de philosophie de la séparation entre l'État et les Églises.

LUÍS SALGADO DE MATOS

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER